

Circulaire de rentrée 2023

Une École qui instruit, émancipe et protège

NOR : MENE2318816C

→ Circulaire du 6-7-2023

MENJ - DGESCO

Texte adressé aux recteurs et rectrices de région académique ; aux recteurs et rectrices d'académie ; aux vice-recteurs et à la vice-rectrice d'académie ; aux secrétaires générales et généraux de région académique ; aux secrétaires générales et généraux d'académie ; aux délégués et délégués régionaux académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports ; aux inspecteurs et inspectrices d'académie-directeurs et directrices académiques des services de l'éducation nationale ; aux inspecteurs et inspectrices d'académie-inspecteurs et inspectrices pédagogiques régionaux ; aux inspecteurs et inspectrices de l'éducation nationale du premier degré ; aux inspecteurs et inspectrices de l'éducation nationale enseignement technique et enseignement général ; aux cheffes et chefs d'établissement ; aux directeurs et directrices des écoles ; aux professeurs et professeurs ; aux personnels administratifs, sociaux et de santé ; aux accompagnantes et accompagnants d'élèves en situation de handicap

En 2022, j'ai fixé trois objectifs à notre École : l'excellence, l'égalité des chances et le bien-être. Ces trois objectifs constituent notre boussole commune, parce qu'ils sont au cœur du projet de l'École républicaine : la promesse d'un affranchissement par le savoir, au sein d'une école qui place l'instruction en son cœur, qui assure l'émancipation en offrant les mêmes chances et perspectives de réussite à tous ses enfants, et qui les accueille dans un espace d'apprentissage protecteur. Cette promesse repose sur la revalorisation du métier de professeur, sur l'assurance d'un service public d'éducation de qualité et sur les marges de manœuvre données aux équipes pédagogiques en apportant un appui concret à leurs projets.

À compter de cette rentrée 2023, le service public d'éducation s'engage dans une démarche collective de transformation. Les équipes pédagogiques disposeront de moyens inédits à travers la revalorisation des professeurs et le plein déploiement du Conseil national de la refondation (CNR) Éducation « Notre école, faisons-la ensemble ». Tous les professeurs verront leur rémunération augmenter dès le mois de septembre, et plus aucun néo-titulaire ne commencera sa carrière à moins de 2 000 euros nets par mois. En outre, plus de 1,3 milliard d'euros permettront de rémunérer les missions complémentaires assurées par les professeurs, notamment le remplacement des professeurs absents, tandis que les équipes pourront continuer à élaborer des projets dans le cadre du CNR Éducation, bénéficiant notamment de 500 millions d'euros de crédits du Fonds d'innovation pédagogique sur l'ensemble du quinquennat. Neuf mois après son lancement par le président de la République, plus de 18 500 écoles ou établissements ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour la démarche, 7 300 ont déposé un projet, et près de 2 600 d'entre eux ont été validés et financés, les autres étant accompagnés au fur et à mesure de leur dépôt.

Nous devons creuser le sillon de l'excellence, de la lutte pour la réduction des inégalités et faire de l'École un espace protecteur pour nos élèves et nos personnels. L'École est la condition de l'avenir des premiers, et doit tout aux seconds, qui choisissent de dédier leur vie professionnelle à leurs élèves. Tel est le sens des priorités de cette nouvelle rentrée scolaire.

Une priorité absolue : faire de l'École un espace protecteur pour les élèves et les personnels

La priorité absolue de notre action pour cette nouvelle année scolaire réside dans une lutte implacable contre le harcèlement sous toutes ses formes. Trop souvent réduit à de simples « querelles d'enfants », il s'agit d'un fléau délétère, parfois meurtrier, qui est désormais démultiplié par les réseaux sociaux, ne laissant ni répit, ni refuge à ses victimes. L'École doit donc protéger les élèves par tous les moyens possibles.

C'est pourquoi, au-delà des dispositions prises ces dernières années, de nouvelles mesures interviendront dès cette rentrée, auxquelles je vous demande de veiller : diffusion systématique des numéros d'alerte par voie d'affichage, sur les espaces numériques de travail et dans les carnets de liaison ; déploiement obligatoire et systématique du programme pHARe dans tous les écoles, collèges et lycées, assurant ainsi une couverture complète de toute la scolarité de l'élève ; désignation d'un référent harcèlement dans chaque collège ; mobilisation du nouveau cadre réglementaire pour changer d'école un élève auteur de harcèlement. Plus généralement, c'est à une culture du respect de l'autre que l'ensemble de la communauté éducative et la société doivent travailler. La lutte contre le harcèlement n'est pas seulement l'affaire de l'École : elle est aussi de la responsabilité des familles, et plus généralement suppose un comportement exemplaire des adultes. Aussi, dès la rentrée, je vous demande d'organiser régulièrement des sessions de sensibilisation, le cas échéant avec les partenaires associatifs de l'École, et d'y associer autant que possible les parents d'élèves. Enfin, nous déployons à compter de cette rentrée un plan de formation destiné notamment à mieux travailler et développer les compétences psychosociales des élèves. Estime de soi et estime de l'autre sont en effet indissociables, et ces compétences, historiquement peu valorisées dans le système éducatif français, doivent désormais être renforcées.

Outre la question du harcèlement, notre École doit être un espace protecteur pour tous les élèves, afin qu'ils développent leur esprit critique et se construisent indépendamment des pressions politiques, philosophiques ou religieuses extérieures. C'est pourquoi je vous demande de faire de la lutte contre toutes les formes de pression ou de prosélytisme votre priorité, et de veiller au respect des valeurs de la République. Pas plus que dans le reste de la société, le racisme, les discriminations, le sexisme n'ont leur place à l'École : ils doivent y être combattus, et en tant que de besoin, sanctionnés. Il en va de même pour le respect de la laïcité : principe destiné à protéger la liberté de conscience de nos élèves, il ne peut souffrir de remise

en cause, notamment des contenus d'enseignement, et doit donc être expliqué, promu et protégé contre toute atteinte à son endroit. Le programme d'enseignement moral et civique sera revu en ce sens pour une mise en œuvre dès la rentrée 2024. Il s'enrichira également de l'éducation aux médias et à l'information, qui sera renforcée, incluant la connaissance des droits et devoirs dans l'espace numérique et des risques liés en particulier aux usages des réseaux sociaux. Sur l'ensemble de ces questions, des équipes académiques et départementales sont à la disposition des directeurs d'école, chefs d'établissement et personnels de l'éducation nationale pour apporter leur appui dans une logique préventive ou en cas de situation avérée.

Enfin, la protection de l'École passe par la protection de ses personnels. La remise en cause de leur enseignement, les menaces ou agressions physiques et verbales font et feront l'objet de l'octroi systématique de la protection fonctionnelle, d'un accompagnement au dépôt de plainte et de sanctions disciplinaires systématiques lorsqu'elles seront commises par des élèves. Les écoles et établissements menacés seront aussi protégés et accompagnés par les autorités académiques. L'École est et doit être un espace protecteur qui permette à chaque élève de devenir un citoyen libre, éclairé, doté des mêmes droits et devoirs et conscient de faire partie d'une même société. Elle ne peut être ni attaquée, ni menacée, ni mise sous pression. Elle est une institution fondamentale, dont la protection doit être absolue et non négociable. C'est la condition même de la réussite des élèves.

Permettre à chaque élève d'acquérir les savoirs fondamentaux et de réussir dans ses apprentissages

Grâce à l'investissement remarquable des professeurs, la priorité donnée au premier degré et les mesures de dédoublement des classes, notre système scolaire connaît, pour la première fois depuis plus de deux décennies, une amélioration des résultats des élèves. Les évaluations nationales d'entrée en sixième, mais aussi l'enquête cycle des évaluations disciplinaires réalisées sur échantillons (Cedre) et désormais l'enquête internationale *Progress in Reading Literacy Study* (Pirls) convergent pour témoigner de la remontée du niveau des élèves à l'école élémentaire et à l'entrée du collège. L'enquête Pirls révèle ainsi qu'en dépit des effets de la Covid-19, la France est le seul pays de l'Union européenne dont les résultats ont progressé, tous les autres pays ayant vu les leurs chuter fortement. Ces résultats encourageants pour nos élèves et la réduction des inégalités sociales et scolaires doivent nous conduire à poursuivre une action pédagogique résolue, autour d'une exigence de niveau et de méthode partagée par l'ensemble de l'institution.

Cette action et cette exigence se déclinent au niveau académique dans les feuilles de route élaborées dans le cadre des conseils académiques des savoirs fondamentaux, dont j'ai souhaité la création en janvier 2023. Ces feuilles de route sont publiées et communiquées aux professeurs à l'occasion de la rentrée scolaire. Elles s'appuient notamment sur les « Plans mathématiques et français », dont la moitié des professeurs des écoles a déjà bénéficié. Cet effort, qui touche chaque année 30 % de nos professeurs des écoles, doit être maintenu et étendu au collège dans les mêmes proportions. Par ailleurs, les écoles académiques de formation continue inciteront les professeurs à poursuivre leurs échanges au sein des constellations ainsi constituées, en leur offrant dans toute la mesure du possible des espaces d'échanges et de formation complémentaires.

À l'école maternelle et élémentaire, il convient de poursuivre notre action autour de la priorité donnée aux savoirs fondamentaux, qui, au-delà du français et des mathématiques, doivent se travailler dans l'ensemble des domaines d'apprentissage qui sont au programme.

L'école maternelle joue un rôle déterminant et premier dans la réussite des élèves. Elle doit donc être au cœur de notre politique éducative : dès cette rentrée, le « Plan maternelle » sera pleinement déployé, après une première formation des formateurs nationaux au premier semestre 2023, avec le triple objectif d'assurer le bien-être des élèves, de donner les mêmes chances de réussite à tous et de garantir des apprentissages ambitieux et adaptés.

À l'école élémentaire, l'effort entrepris depuis cinq ans sur le cycle 2 doit être poursuivi, en se fondant notamment sur les résultats des évaluations, complétées cette année par des évaluations à l'entrée en CM1. Au cycle 3, et conformément aux circulaires de janvier 2023, la pratique régulière, systématique et conséquente de l'écriture doit être au cœur des apprentissages, au même titre que la lecture et le calcul. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une situation dans laquelle de nombreux élèves parviennent avec difficulté à écrire quelques lignes à leur entrée en sixième. Il convient donc de veiller, du CP jusqu'à l'entrée au lycée, à ce que la pratique de l'écriture, non seulement ne s'étiolle pas, mais ne cesse de s'intensifier. Elle a pour corollaire l'exigence en matière d'orthographe, de grammaire et de syntaxe, et la diversité des formes d'écrits travaillées en classe. Il en va de la réussite des élèves et de la réduction des inégalités scolaires.

Le collège connaîtra pour sa part, à la rentrée, deux évolutions majeures. La première est la mise en place de la nouvelle sixième, avec une heure hebdomadaire de soutien ou d'approfondissement ainsi que l'extension obligatoire du dispositif « Devoirs faits » à tous les élèves. Les séquences de soutien et d'approfondissement, assurées tant par les professeurs des écoles que par les professeurs de collège, permettent aux élèves de travailler spécifiquement les compétences clés sur lesquelles ils présentent des fragilités. Elles nous permettent également, pour la première fois, de créer un continuum école-collège dans la classe et autour des pratiques pédagogiques. Le développement des compétences numériques sera renforcé avec le déploiement de « Pix sixième » à l'ensemble des collèges.

Au cycle 4, le travail autour de la pratique d'une expression écrite longue, grammaticalement et syntaxiquement correcte, doit être au cœur des apprentissages. Trop d'élèves entrent aujourd'hui au lycée avec de très grandes fragilités d'expression, qui les pénalisent dans la verbalisation comme dans la compréhension d'une pensée nuancée et complexe, indispensable à leur réussite et à leur future vie de citoyen.

En cette rentrée, le cycle 4 bénéficie également de la généralisation de la découverte des métiers dans tous les collèges. Conçue par l'établissement et coordonnée par un professeur référent rémunéré dans le cadre du Pacte, la découverte des métiers repose sur des rencontres régulières avec des professionnels de secteurs d'activité divers, des expériences d'immersion ainsi que la connaissance des formations post-collège. Instaurée dès la classe de cinquième, elle a vocation à monter en charge progressivement afin de permettre à tous les élèves d'élargir leur ambition et de lutter contre toutes les formes d'autocensure ou de stéréotype.

Au lycée général, en cohérence avec l'ensemble de la stratégie en faveur des mathématiques, les élèves n'ayant pas choisi la spécialité mathématiques en première suivront obligatoirement une heure et demie de mathématiques dans le cadre des enseignements de tronc commun.

Enfin, au lycée professionnel, les premiers éléments de la réforme entreront en vigueur dès cette rentrée. L'objectif est de réduire le décrochage, d'améliorer l'insertion professionnelle et la poursuite d'études des lycéennes et lycéens professionnels. En termes pédagogiques, le travail en groupes à effectifs réduits en français et en mathématiques sera mis en place en seconde et des enseignements optionnels seront proposés aux lycéens, qui pourront ainsi choisir des enseignements d'ouverture correspondant à leurs appétences. Ces deux mesures seront généralisées à tous les lycées professionnels à la rentrée 2024. En termes d'articulation avec le monde professionnel, les élèves bénéficieront d'une allocation au titre des périodes de formation en milieu professionnel, et les lycées professionnels et lycées polyvalents seront tous dotés d'un bureau des entreprises, chargé de renforcer le lien entre l'établissement et le tissu économique et de mieux accompagner les lycéens dans leurs démarches de recherche de stages et d'insertion professionnelle. La mise en place du dispositif « Tous droits ouverts », dès cette rentrée, permettra d'agir immédiatement lorsqu'un élève décroche, sans attendre qu'une situation de déscolarisation ne s'installe, en mobilisant les solutions les plus adaptées (Deuxième chance, Établissement pour l'insertion dans l'emploi ou Épide, Service civique, etc.). Enfin, à chaque élève sans solution d'emploi ou de poursuite d'études à l'issue de sa scolarité au lycée professionnel, le nouveau dispositif « Ambition emploi » offrira dès septembre 2023 un parcours sécurisé, sous statut scolaire, vers une solution.

L'ensemble de ces mesures répond à un seul objectif : permettre aux élèves d'aller au bout de leurs potentialités, en leur garantissant une formation exigeante, adossée à des savoirs fondamentaux solides, en leur proposant une diversité de parcours conforme à leurs aspirations, et en renforçant ainsi leur confiance en eux.

De la France rurale aux Quartiers 2030, lutter contre toutes les inégalités sociales et scolaires

Notre société est traversée par de profondes tensions sociales et d'importantes inégalités territoriales. L'École n'y échappe pas, en ce qu'elle est le reflet de réalités territoriales caractérisées notamment par la concentration des populations les plus défavorisées dans certains quartiers ou par l'isolement d'autres populations par rapport aux grandes métropoles nationales ou régionales. Mais elle ne peut s'en satisfaire. Creuset de la Nation, berceau du sentiment d'appartenance à la société française et de la conscience effective d'une destinée partagée, l'École doit par nature assurer la mixité sociale et scolaire de ses publics.

C'est pour cette raison que notre ministère fait des efforts considérables en faveur des territoires les plus en difficulté. Dans les zones rurales, actuellement concernées par une baisse importante de la démographie, un dialogue triannuel sera mis en place afin de partager un diagnostic avec les élus locaux sur la situation et les perspectives d'ouverture ou de fermeture de classes. L'intégralité des leviers à disposition pour susciter l'attractivité des territoires ruraux sera également mobilisée : extension du nombre de territoires éducatifs ruraux, pour atteindre 300 dans toute la France ; nouvel appel à labellisation des internats d'excellence ; développement des stages de réussite ; dispositifs d'excellence comme les classes à horaires aménagés, bilangues ou internationales.

Dans les « Quartiers 2030 », identifiés dans le cadre de la politique de la ville et conformément aux orientations du président de la République, de nouveaux dispositifs seront également déployés ou amplifiés : développement de l'accueil des tout-petits ; extension des horaires d'accueil au collège, afin de travailler sur le continuum entre temps scolaire et temps périscolaire ; renforcement des stages de réussite pendant les vacances scolaires ; extension des cités éducatives. Au-delà de ces mesures ciblées, la recherche d'une plus grande mixité sociale et scolaire doit s'imposer comme une évidence. Je demande donc aux recteurs de veiller, dès cette rentrée, à utiliser l'ensemble des outils à disposition pour renforcer la mixité sociale et scolaire à compter de la rentrée 2024 : ouverture de nouveaux dispositifs pédagogiques attractifs (sections internationales, classes bilangues, classes à horaire aménagés, etc.) ; accompagnement des collectivités territoriales dans les démarches de re-sectorisation ; politique volontariste en matière de dérogation à la carte scolaire pour les élèves boursiers, indépendamment de leur niveau scolaire. Les établissements privés sous contrat, dans le cadre, pour l'enseignement catholique, d'une convention signée avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, participeront également à ce nécessaire effort collectif.

Enfin, l'action sociale de notre ministère envers les élèves comporte un levier financier via les bourses et les fonds sociaux. S'agissant des bourses, la mise en place du bénéfice automatique sera effective pour la rentrée 2024. S'agissant des fonds sociaux, ils continuent à être sous-utilisés, à la fois en nombre d'élèves bénéficiaires et en montant des aides accordées. Il est donc expressément demandé à tous les chefs d'établissement d'utiliser pleinement les marges de manœuvre à disposition pour apporter un secours aux élèves qui en ont besoin.

Permettre à chaque élève de s'épanouir et d'avoir toute sa place à l'école

L'épanouissement de nos élèves suppose qu'ils puissent construire une relation aux autres et à eux-mêmes respectueuse et positive. C'est dans cette perspective que l'éducation à la sexualité, en s'appuyant sur les savoirs, le droit et le développement des compétences psychosociales, entend favoriser des comportements responsables, contribuer à construire une culture de l'égalité et du respect mutuel, notamment entre les hommes et les femmes, participer au combat contre les violences sexistes et sexuelles, incluant la lutte contre les LGBTphobies. Il convient de renforcer la formation des équipes en la matière et de veiller à ce que les trois séances annuelles d'éducation à la sexualité, telles que définies par la loi, puissent effectivement avoir lieu, autour de sujets aussi fondamentaux que la lutte contre les stéréotypes et l'importance du consentement. Le Conseil supérieur des programmes a été saisi pour élaborer un programme correspondant à ces séances, afin de les fonder sur une progression pédagogique cohérente et pluridisciplinaire.

Vous veillerez avec une attention toute particulière à la mise en place des mesures qui visent à protéger la santé mentale des élèves, à repérer les élèves en souffrance et à les orienter vers les personnels compétents. À cette fin, des outils d'aide au repérage des difficultés sont mis à votre disposition et des formations en secourisme en santé mentale seront proposées

dès la rentrée, notamment aux personnels de vie scolaire. Dans ce même objectif, chaque établissement scolaire devra rédiger un protocole sur la santé mentale afin de définir clairement les missions de chaque acteur dans l'établissement pour mieux prendre en charge les adolescents et réagir efficacement face aux situations complexes. Pour apporter des réponses aux cas de détresse, outre la diffusion des numéros d'urgence à l'attention des élèves et des familles, les personnels de santé scolaire sont encouragés à orienter les jeunes vers le dispositif « MonParcoursPsy » afin de permettre aux jeunes de bénéficier de séances prises en charge par l'Assurance maladie et de lutter contre l'inégalité d'accès aux soins. Permettre à chaque élève de s'épanouir, c'est aussi réaffirmer que tous les élèves, et notamment les élèves en situation de handicap, ont toute leur place à l'école. Notre École a parcouru, en quelques années, un chemin considérable. Plus de 436 000 enfants en situation de handicap sont ainsi scolarisés, accompagnés pour les deux tiers d'entre eux par plus de 132 000 accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH). Ils sont désormais presque aussi nombreux dans le second degré que dans le premier, témoignant d'une scolarité réussie. En cette nouvelle rentrée, les équipes des pôles inclusifs d'accompagnement localisés (Pial) ainsi que l'ensemble des personnels sont invités à veiller une nouvelle fois à la bonne inclusion des élèves en situation de handicap. Ainsi, les familles doivent, en amont de la rentrée ou dans les tout premiers jours, pouvoir rencontrer l'AESH qui accompagne leur enfant ainsi que l'équipe pédagogique. Les professeurs pourront également s'appuyer sur un réseau renforcé de référents rémunérés dans le cadre du Pacte. Enfin, cette année nous permettra d'avancer sur les différents chantiers ouverts par la Conférence nationale du handicap : identifiant national élève ou numéro INE pour tous les enfants pris en charge dans le cadre médico-social, transformation des Pial, renforcement de la formation, mise en œuvre des rapprochements entre les instituts médico-sociaux et les établissements scolaires.

L'épanouissement de nos élèves implique aussi une éducation artistique et culturelle de qualité. Sur le temps scolaire, l'accès aux arts et à la culture est un puissant vecteur de cohésion et de lutte contre les inégalités. Dans le second degré, le déploiement de la part collective du pass Culture, grâce à la mobilisation de l'ensemble de la communauté éducative, a été un succès. Elle permet de financer au quotidien des actions diverses, qu'il s'agisse de sorties culturelles, d'ateliers de pratique artistique ou d'interventions de partenaires dans l'établissement. Ainsi, au 1er juillet 2023, plus de 92 % des collèges et lycées publics ont activé la part collective, et plus d'un élève sur deux, de la quatrième à la classe de terminale, en a bénéficié. C'est pourquoi, à compter de la rentrée 2023, la part collective du pass Culture sera étendue aux classes de sixième et de cinquième. Dans le premier degré, les moyens à disposition pour le financement de l'éducation artistique et culturelle ont été renforcés, ainsi que les partenariats avec les institutions culturelles. Les équipes sont désormais invitées à utiliser systématiquement l'outil Adage, la plateforme numérique de l'éducation nationale dédiée à la généralisation de l'éducation artistique et culturelle, qui permet à la fois la recherche de partenaires et le partage de projets entre les équipes.

En outre, nous devons promouvoir la culture de l'engagement des élèves qui favorise l'action collective, la prise de responsabilités et l'initiative, contribuant pleinement à leur épanouissement et à leur formation citoyenne. En complément des enseignements, la nouvelle démarche de labellisation des « Classes et Lycées engagés » viendra valoriser et accélérer la dynamique en faveur de l'engagement, notamment dans le cadre des séjours de cohésion du Service national universel (SNU).

Enfin, le rapport au monde de nos élèves s'inscrit nécessairement dans le contexte de la transition climatique et écologique à laquelle nous sommes confrontés. Afin d'accélérer l'adaptation de l'École à cette transition, plusieurs mesures entreront en application à compter de la rentrée : adoption d'un guide, diffusion des gestes qui comptent, formation des éco-délégués, ou encore extension des aires éducatives. Ainsi, ces territoires dont la gestion et la protection sont assurées par des classes, supérieurs à 1 000 aujourd'hui, passeront à 18 000 d'ici 2030, et seront étendus à des aires fluviales dont la création interviendra cette année. À la rentrée 2024, le nouveau programme d'enseignement moral et civique donnera toute sa place aux enjeux de la transition écologique et de l'éco-citoyenneté.

Une année olympique et paralympique : contribuer à faire de la France une Nation sportive

L'année 2024 verra la France accueillir le plus grand événement sportif planétaire : les Jeux olympiques et paralympiques. Il s'agit d'une opportunité unique pour promouvoir la pratique d'une activité physique et sportive régulière auprès de nos élèves, alors que la sédentarité et la baisse de l'activité physique ont des conséquences inquiétantes pour leur santé à moyen et long termes. Il est donc particulièrement important qu'à l'école élémentaire, les « 30 minutes d'activité physique quotidienne » (APQ) soient pleinement déployées. Les ressources mises à disposition, les référents départementaux « 30' » et les athlètes de l'« Équipe de France des 30 minutes » sont sollicités en tant que de besoin à cette fin. Au collège, après une première année d'expérimentation, le dispositif « Deux heures de sport en plus » est étendu pour concerner 10 % des collèges en cette nouvelle rentrée. Enfin, les Jeux olympiques et paralympiques ont vocation à servir de « fil rouge » à cette année scolaire : les événements qui ponctuent l'année scolaire intégreront tout particulièrement cette dimension (parcours de la flamme olympique, journée du sport scolaire, etc.). Une circulaire spécifique détaille les modalités de cette année olympique et paralympique.

Faire confiance aux équipes et leur donner les moyens de mettre en œuvre leur projet : le CNR Éducation « Notre école, faisons-la ensemble »

La réussite et l'épanouissement des élèves, comme la réduction des inégalités, impliquent un profond changement de méthode et de culture : il nous faut collectivement partir des besoins identifiés par les équipes pédagogiques et de leurs projets, les soutenir et les accompagner. L'éducation nationale est forte de son unité et d'un cadre national permettant à tous les élèves de bénéficier des mêmes apprentissages. Mais elle est tout aussi forte de sa capacité à adapter les conditions d'apprentissage aux besoins des élèves, et des innovations pédagogiques portées par ses professeurs. C'est pour favoriser cette seconde dynamique que le CNR Éducation « Notre école, faisons-la ensemble » a été initié par le président de la République. Pour réussir, elle implique qu'à tous les niveaux de notre institution, un appui soit systématiquement apporté

aux projets susceptibles d'améliorer la réussite des élèves. Cette démarche est ouverte aux équipes de manière permanente, sur l'ensemble du quinquennat, et s'appuie sur le Fonds d'innovation pédagogique. Elle constitue une profonde évolution culturelle pour les administrations centrales comme pour les autorités académiques, mais elle est la condition *sine qua non* d'une transformation des pratiques pédagogiques fondée sur la confiance accordée aux équipes. Les rectrices et recteurs, directrices et directeurs académiques, inspectrices et inspecteurs sont ainsi invités, plus que jamais, à s'approprier cette démarche, le nouveau paradigme qu'elle traduit, et à accompagner systématiquement et dans le temps les projets ainsi portés. Il est également demandé à ces mêmes acteurs de valoriser les projets des équipes auprès de l'ensemble de la communauté éducative de leur ressort territorial, afin d'encourager les initiatives et de mettre en lumière l'investissement exceptionnel des professeurs.

À l'échelle d'une école ou d'un établissement, la combinaison du Pacte enseignant et du CNR Éducation offre une opportunité inédite de rémunérer les professeurs pour effectuer des missions complémentaires jusqu'à présent peu valorisées financièrement, et de leur donner les moyens matériels de mettre en œuvre leur projet. Associés à un changement de culture consistant à soutenir les initiatives locales plutôt qu'à les réglementer, ils nous permettront de construire une École plus juste, parce que plus exigeante, plus protectrice, et plus adaptée aux réalités de notre territoire, et un service public d'éducation plus efficace.

Le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse,
Pap Ndiaye